

Matinée de témoignages

Agricultures urbaines & précarités alimentaires - Les premiers enseignements de la crise sanitaire

Compte-rendu du webinaire du 8 décembre 2020

Rédigé par Giulia Giacchè, Fanny Provent, Christine Aubry

Organisé par



1. Introduction

Cette matinée s'inscrit dans la continuité du séminaire organisé le 22 novembre 2019 intitulé « [Agricultures Urbaines et précarités Alimentaires : quelles perspectives ?](#) » et vise à poursuivre les échanges notamment entre les participants du réseau « Agricultures urbaines et précarités alimentaires », animé par la Chaire Agricultures Urbaines d'AgroParisTech. Plus spécifiquement, ce temps de partage a eu pour enjeu d'approfondir les discussions sur les enseignements de la crise sanitaire vis-à-vis de l'alimentation des personnes en situation de précarité et des liens envisageables avec l'approvisionnement de proximité.

Plusieurs constats :

- i. L'alimentation est un déterminant majeur de santé et représente le principal facteur de risque de maladies cardiométaboliques, de malnutrition, de détresse psychologique et d'isolement social,
- ii. Une augmentation de plus de 60% du nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire avec une arrivée de nouveaux profils tels que des étudiants et des personnes que la crise a fait basculer dans la précarité,
- iii. L'agriculture urbaine est mise en avant pour son intérêt à développer des compétences psycho-sociales auprès des publics ciblés et à être un outil d'éducation nutritionnelle et d'alimentation durable,
- iv. Mais il reste de nombreux enjeux majeurs comme la coordination et la mutualisation des moyens et connaissances autour de ces liens entre agriculture urbaine/locale et alimentation-santé.

En organisant cette matinée, nous avons avancé l'hypothèse que ce moment de crise a été un amplificateur et un accélérateur des dynamiques en cours à la fois en exacerbant les inégalités socio-environnementales mais aussi en renforçant les réseaux de solidarité. Nous avons identifié trois axes principaux pour questionner les liens entre les agricultures urbaines et les précarités alimentaires qui sont : l'importance des jardins collectifs en temps de crise (axe 1) ; l'approvisionnement et la distribution alimentaire (axe 2) ; les circuits courts et les achats groupés (axe 3).

2. Axe 1 - L'importance des jardins en temps de crise ([voir vidéo 1](#))

Table ronde animée par Giulia Giacchè, coordinatrice du bureau de recherche sous contrat Exp'AU-AgroParisTech Innovation.

Giulia Giacchè précise en introduction que les jardins collectifs assurent un certain nombre de services pour les habitants que ce soit en termes d'approvisionnement alimentaire de lien social ou de bien-être physique et mental. Ces services ont été amplifiés pendant la crise sanitaire.

Laurence Baudalet, ethnologue et urbaniste, co-fondatrice de l'association [Graine de Jardins](#), association qui assure la fonction de tête de réseau des jardins partagés d'Île de France, retrace l'historique des jardins collectifs et leurs rôles lors de périodes de crises. Un focus est fait sur la crise Covid-19 avec une mise en perspective entre les politiques mises en place à Berlin et en Ile-de-France qui révèle que les jardins ont été reconnus en tant qu' "équipements essentiels" par les deux gouvernements (même s'il y a eu un petit décalage temporel pour la France où ce caractère a été effectif pour le deuxième confinement).

Cette présentation donne un cadre plus général aux deux témoignages suivants notamment celui de Gil Melin, Président des jardins familiaux de Ris Orangis et Maire-adjoint chargé de la Transition écologique et de la Démocratie locale qui parle de son expérience des jardins familiaux de sa

commune et des diverses actions déployées et Sophie Hege, ingénieure agronome, chargée de projets alimentaires dignes et durables au Pays Terres de Lorraine. Ces deux intervenants présentent des cas concrets de résistance jardinière en montrant respectivement comment il a été possible de poursuivre les activités en temps de crise, les difficultés rencontrées, les impacts positifs (moins d'incivilités, meilleures relations entre les jardiniers, plus d'entraide – des effets remarquables à Ris Orangis) et négatifs mais aussi des résultats accomplis. La demande des urbains d'accéder à des jardins est en forte augmentation comme la souligne notamment Gil Melin

Nicole Darmon, directrice de recherche à l'INRAE de Montpellier au sein de l'UMR MOISA, prend la parole lors du débat pour faire part des principaux résultats du projet JArDinS (Jardins pour une Alimentation Durable et Saine) visant à approfondir les liens entre la participation aux jardins partagés et la santé. L'enjeu de cette recherche est d'explorer les liens de causalité entre la participation à un jardin collectif et la durabilité des modes de vie. Toutefois, l'ensemble des résultats présentés dans la thèse de Marion Tharrey montre que la participation d'un an seulement d'urbains à des jardins partagés ne produit pas de changements significatifs que ce soit dans l'alimentation, la santé, la connexion à la nature ou l'isolement. Une méthodologie a été cependant mise en place et validée, qui pourra maintenant être déployée sur des périodes temporelles plus longues et/ou sur d'autres types de jardins

3. Axe 2 – L'approvisionnement et la distribution alimentaire ([voir vidéo 2](#))

Table ronde animée par Alain Jezequel, président de l'association ReVivre dans le Monde.

Alain Jezequel introduit l'axe en partant du constat que les façons de lutter contre la précarité alimentaire et les modes de distribution sont très variables. Les sources d'approvisionnement continuent de se diversifier mais rarement avec un souci d'équilibre nutritionnel. En ce moment de crise, le travail des associations d'aide alimentaire est de plus en plus essentiel pour répondre à l'afflux croissant de nouveaux arrivants. Les associations ont dû s'adapter notamment du fait d'un manque de bénévoles (souvent des retraités aux activités très limitées par la crise). Quels sont les impacts de la crise est la question centrale posée aux trois intervenant.e.s.

Huguette Boissonnat d'ATD Quart Monde était présente en tant que porte-parole des participants à la dynamique "De la dignité dans les assiettes, une alimentation de toutes les qualités pour tous" portée par le PAT de Terres de Lorraine, lequel est directement axé sur la thématique de cet accès digne et pour tous de l'alimentation locale. L'action visant à donner la parole aux personnes vivant dans la précarité, à partager des constats, analyses et propositions en faveur d'un accès digne et durable à l'alimentation a été mise en place au travers de laboratoires d'usages et un volet important et la mise en place de jardins nourriciers, ainsi que la constitution de formes d'achats groupés.

Louis Cantuel, responsable relations institutionnelles aux Restos du cœur, souligne l'effet de la crise en tant que catalyseur de précarité et touchant de nouveaux publics (ex. étudiants, intérimaires, commerçants) avec une hausse importante du nombre de bénéficiaires. Même si un plan d'urgence sur l'aide alimentaire est prévu, plusieurs points de faiblesses sont cependant à surmonter (locaux inadaptés, incertitude des financements à moyen terme, diversité des produits réduite.....).

Enfin, Usman Ishaq, directeur adjoint de l'Association La Chorba intervenant à Paris, a présenté les changements dans les pratiques d'approvisionnement d'aide alimentaire et dans leur distribution pendant la crise. Alors que l'association exerçait plusieurs activités telles que la distribution de repas, la distribution de colis alimentaires sur sites ou à domicile ou encore le service en salle de repas chauds au sein d'un réfectoire, la crise est venue tout chambouler et réorganiser. Les ressources alimentaires n'ont pas été très difficiles à trouver (développement de nouveaux partenariats) mais leur collecte a

nécessité du temps et une réelle optimisation logistique. Pour poursuivre la distribution de repas chauds, la mobilisation et la discussion avec plusieurs associations ont permis de continuer à accueillir les publics au self en diminuant par deux les effectifs et en faisant le maximum pour respecter les gestes barrière.

Helena Tavera du Collectif 4C – Collectif Café Culture Cuisine – collectif d'habitants de la Goutte d'Or présente ce projet lauréat du budget participatif de la Ville de Paris. C'est un tiers lieu de l'alimentation, un modèle hybride impliquant de la vente de produits cuisinés à des prix accessibles et le prêt de la cuisine à des personnes du quartier.

4. Axe 3 – Les circuits courts et les achats groupés ([voir vidéo 3](#))

Table ronde animée par Marc Alphandéry, Accompagnateur de projets solidaires et développement territorial au Labo de l'ESS.

Marc Alphandery souligne que les circuits courts et les achats groupés ne sont pas que des modalités d'achats particulières mais ils proposent souvent des activités complémentaires (ex. ateliers cuisine, repas collectifs, actions de sensibilisation) et se constituent autour de lieux physiques en favorisant le lien social.

Manon Jaccard, chargée de projet 100 000 Paniers Solidaires au Réseau Cocagne a mis en avant les ajustements nécessaires pour assurer la production dans un moment particulier de début saison au premier confinement, et face à une augmentation des demandes pour une alimentation locale. Un dispositif d'urgence de livraison à domicile de paniers solidaires a été mis en place pour les personnes en difficultés. De plus, ils ont activé des liens avec les associations d'aide alimentaire pour les fournir en produits frais. La volonté de continuer dans le renforcement de ces liens interroge sur les modalités de leur mise en œuvre.

Ensuite Noémie Pennec, chargée de mission « Mobilisations citoyennes et accessibilité à l'alimentation » au Réseau des AMAP d'Ile-de-France, souligne la réactivité du réseau dès le début du confinement avec une mobilisation pour adapter leurs modalités de fonctionnement au contexte sanitaire notamment dans la livraison (point de livraison dans les jardins, drives, etc) avec une mise en réseau important entre AMAPs. Elle révèle des frustrations de la part des amapiens de ne pas pouvoir se rendre sur les exploitations. Les mécanismes de solidarité entre consommateurs et agriculteurs, au cœur du système des AMAPs, les interrogent sur une solidarité à renouveler en entrant dans des dispositifs d'aide alimentaire.

Aline Di Carlo, directrice de l'Association VRAC Paris, expose les difficultés rencontrées dans le maintien des activités du fonctionnement classique des épiceries à Paris qui venaient à peine de démarrer leurs activités. Ils ont eu l'idée de mettre en place un système de panier vrac solidaire, gratuit, pour garantir l'accès à des produits de qualité (issus des circuits courts) et en manque dans de nombreux magasins lors du confinement (notamment farine, sauce tomate etc). Dès la fin du confinement, un système de précommande a été lancé et les épiceries éphémères ont été remises en activité. Un nouveau protocole sanitaire a été conçu via la mise en place de pôles de vrac avec une aide importante des bénévoles garantissant le maintien des épiceries pendant le deuxième confinement.

5. Conclusion

Christine Aubry fait le point sur certains aspects qui ont émergé lors de la matinée.

La crise nous a montré tout l'intérêt qu'il y avait à valoriser l'autoproduction, les jardins sont des « équipements » essentiels dans les villes, tant dans l'aspect alimentaire que sur les autres bénéfices et répondent aux attentes des citoyens. Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation en prend conscience (cf. les règles du second confinement et le plan de relance) cependant il s'agit de garantir l'accès au foncier, la formation et l'animation pour pérenniser ces actions. Dans le deuxième et troisième axe, a été mis en avant l'immense solidarité inter associative de même que l'ampleur de la croissance de la crise alimentaire, notamment sur les publics jeunes. La logistique est centrale et doit être mieux organisée même sur des échelles restreintes. Enfin, l'accessibilité (financière) des circuits courts interroge sur les moyens nécessaires et les manières de favoriser leur démocratisation et accessibilité à tous. Et cela passe par une réflexion autour d'une politique agricole et alimentaire plus globale.

Laurence Perrin conclue en mettant l'accent sur l'amplification des niveaux de précarité des publics. Les modèles actuels sont dépassés et il faut les refondre ? en s'appuyant sur des outils d'animation territoriale qui existent (ex. contrats de villes, contrats locaux de santé, PAT, etc). Les actions peuvent s'y inscrire et y trouver une cohérence et complémentarité.